

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Copenhague-2009-l-ultimatum-climatique,1785.html>

11 ONG pour 1 million de signatures

# Copenhague 2009 : l'ultimatum climatique !

- Planète - Contribution Ecologique -



Date de mise en ligne : mercredi 10 juin 2009

---

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

---

**Le changement climatique a déjà des conséquences dramatiques. Les premières victimes sont et seront à l'avenir les populations déjà les plus vulnérables et les pays les plus pauvres : crises humanitaires, exodes, atteintes aux droits de l'homme risquent de se multiplier dans un futur proche. C'est pourquoi une coalition inédite d'organisations françaises de solidarité internationales, de défense de l'environnement et des droits de l'homme lance un appel au président français, en vu du Sommet de Copenhague.**

En décembre, le Danemark va accueillir le prochain sommet international des Nations Unies sur le climat. La communauté internationale doit y élaborer un accord global qui prendra la suite du protocole de Kyoto.

## Copenhague : l'après-Kyoto

Ratifié par 175 pays (à l'exception notable des États-Unis), ce premier traité international de lutte contre les changements climatiques est entré en vigueur en 2005. Il prévoit une réduction des quantités de gaz à effet de serre émises par les pays industrialisés d'au moins 5,2 % d'ici à 2012, par rapport aux niveaux de 1990. Le traité de Kyoto arrive à expiration fin 2012. Le nouvel accord international devrait couvrir la période 2013-2017.

## Le compte à rebours est lancé !

Si un accord ambitieux et fort est signé à Copenhague puis ratifié par tous les États, nous serons dans les délais pour contenir l'augmentation des températures en deçà de 2°C et éviter l'emballement climatique... Sinon, il deviendra quasiment impossible de maîtriser les impacts irréversibles d'un grave bouleversement du climat.

## La France et le sommet de Copenhague

La France ne s'exprimera pas en son nom propre au sommet de Copenhague mais au sein de l'Union Européenne. Parmi les pays industrialisés, responsables historiques du changement climatique, l'Union Européenne est l'un des acteurs clés pour aboutir à un accord suffisamment ambitieux et éviter le chaos climatique. Et la France doit peser de tout son poids au sein de l'UE pour que celle-ci tire le futur accord climatique vers le haut.

[Copenhague 2009](#)

par [Ultimatum-climatique](#)

## Quel accord international à Copenhague ?

L'accord de Copenhague ne sera un succès que s'il donne au monde les moyens de contenir l'augmentation moyenne des températures sous la barre de 2°C. Au-delà, le dérèglement du climat aura des conséquences catastrophiques et irrémédiables...

Un tel scénario ne sera possible que si, à Copenhague, les gouvernements concluent un accord fondé sur trois engagements majeurs :

**1/ Les pays industrialisés adoptent des objectifs contraignants de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020** (par rapport aux niveaux de 1990). Ces objectifs devront être réalisés en grande partie sur leurs territoires nationaux.

**2/ Les pays industrialisés débloquent 100 milliards d'euros par an d'ici à 2020 pour aider les pays en développement à :**

- ▶ construire un modèle énergétique durable et sobre en carbone
- ▶ s'adapter aux impacts des changements climatiques, mieux gérer les risques liés aux catastrophes naturelles, répondre aux crises humanitaires qui seront de plus en plus récurrentes, etc.
- ▶ lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts, responsables de 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

**3/ Les pays en développement s'engagent à leur tour à limiter la croissance de leurs propres émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020.**

Les nations industrialisées disposent des plus importantes ressources financières et technologiques. Elles doivent donc réduire massivement leurs émissions, mais aussi aider les pays du Sud à réduire les leurs et à s'adapter aux impacts. Dans le cadre des négociations de Copenhague, les nations industrialisées doivent faire le premier pas, et s'engager à fournir une aide financière et technologique aux pays en développement.



# L'ultimatum climatique, l'appel pour la conférence de Copenhague

Monsieur le Président,

Au mois de décembre de cette année se tiendra à Copenhague le Sommet de l'ONU sur le climat. Confrontés au péril climatique, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences d'intérêts de court terme pour se rassembler autour d'un projet politique mondial fondé sur un constat scientifique objectif et ainsi donner une suite au protocole de Kyoto qui soit à la hauteur des enjeux que nous allons devoir tous ensemble affronter dans les décennies à venir. Le résultat de cette conférence dessinera l'avenir climatique de l'humanité. Or comme le rappelait il y a un an le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, « nous sommes au bord d'une catastrophe si nous n'agissons pas ».

Acteurs reconnus de la protection de l'environnement, des droits humains et de l'action humanitaire, conscients des responsabilités qui sont les nôtres, nous avons décidé pour la première fois de parler d'une seule voix pour vous exprimer publiquement notre préoccupation et vous appeler à agir avec ambition et détermination lors de la Conférence de Copenhague. Au regard de l'ultimatum climatique auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui, Monsieur le Président, vous aurez rendez-vous avec l'Histoire en décembre 2009.

Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. L'activité humaine en est la cause. Ses impacts se font déjà ressentir en différents points du globe, notamment par la multiplication des catastrophes climatiques. Si nous n'agissons pas maintenant, ils seront sans aucun doute encore plus dévastateurs. C'est le constat sans appel de 2 500 scientifiques du monde entier qui ont reçu collectivement le Prix Nobel de la Paix en 2007 pour leurs travaux sur le phénomène des changements climatiques. Depuis, de nouveaux éléments scientifiques montrent, chaque jour, que le climat se dérègle au-delà des prévisions les plus pessimistes, avec des conséquences bien plus précoces que prévues et d'ores et déjà visibles.

S'il est encore difficile d'évaluer avec précision l'amplitude des impacts, le danger est en revanche déjà certain. Ecosystèmes ravagés, variabilité climatique extrême, hausse du niveau des océans... : les premières victimes de ces catastrophes en chaîne sont les populations déjà vulnérables en Afrique subsaharienne, en Asie centrale, du Sud Est ou dans de nombreux pays insulaires. La sécurité alimentaire, l'accès à l'eau ou à la terre sont gravement menacés et des centaines de millions de personnes risquent d'être poussées à l'exode, grossissant les rangs de ceux que l'on nomme les « réfugiés climatiques ». Dans un monde de crises, nous craignons que la guerre, l'autoritarisme, les inégalités, la misère et la souffrance humaine prennent encore un peu plus le pas sur la paix, la dignité humaine et la démocratie.

L'urgence climatique nous commande donc d'agir à la hauteur des périls qui sont devant nous. Nous maîtrisons déjà la plupart des technologies nécessaires pour relever le défi d'un mode de développement qui intègrerait à sa juste mesure l'impératif climatique. De plus, cette rupture avec un modèle de développement hérité d'un passé révolu recèle des opportunités d'économies, d'emplois et d'innovations considérables. Encore faut-il que nous prenions la décision politique de le faire.

Tout d'abord, il faut impérativement parvenir à stopper la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2015 avant de les faire décroître. C'est la seule voie pour limiter le réchauffement des températures bien en-dessous de 2°C, seuil au-delà duquel la capacité à s'adapter de nos sociétés et des écosystèmes est menacée. Pour ce faire, Les pays industrialisés, dont la France, doivent s'engager collectivement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici à 2020 par rapport à 1990.

Mais cela ne sera pas suffisant. Les pays en développement doivent, eux aussi, mettre en place les politiques industrielles, énergétiques et agricoles qui limiteront la croissance de leurs émissions avant de les réduire, sans compromettre leur légitime aspiration au développement économique et social. L'accord de Copenhague devra permettre à ces pays d'évoluer vers des modèles sobres en carbone. Il devra aussi leur permettre de s'adapter aux conséquences inévitables du changement climatique.

Pour nombre d'entre eux, en particulier les plus vulnérables, ces actions ne pourront se faire sans le soutien financier et technique des pays industrialisés. Les besoins d'ici à 2020 sont évalués à plus de 100 milliards d'euros par an. C'est moins de 10% des dépenses militaires mondiales.

Responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui dans l'atmosphère, munis de capacités d'action plus fortes, les pays industrialisés portent la responsabilité morale, légale et économique de mener le combat contre le dérèglement du climat. Monsieur le Président, vous vous devez de prendre la tête de ce combat qui est sans aucun doute l'enjeu de ce siècle. Notre avenir commun dépendra dans deux cents jours des choix politiques qui seront faits.

*Post-scriptum :*

Serge Orru, **WWF-France**

Pascal Husting, **Greenpeace France**

François Danel, **Action contre la Faim**

Olivier Braunsteffer, **Care France**

Antoine Bernard, **FIDH**

Nicolas Hulot, **Fondation Nicolas Hulot**

Anne Bringault, **Les amis de la terre**

Michel Bruguière, **Médecins du Monde**

Luc Lamprière, **Oxfam France Agir Ici**

Sandrine Mathy, **Réseau Action Climat**

Michel Roy, **Secours Catholique**